

Lloyds-Bank bringt mehr TSB-Aktien auf den Markt

London. Die britische Großbank Lloyds bringt einen größeren Teil ihrer Tochter TSB an die Börse als zunächst angekündigt. 35 Prozent beziehungsweise 175 Millionen Papiere werden angeboten, teilte Lloyds am Freitag mit und begründete dies mit der hohen Nachfrage. Im Mai war von einem Viertel der Aktien die Rede gewesen. Den Ausgabepreis legte die Bank bei 260 Pence je Aktie fest. Bewertet wird TSB insgesamt mit rund 1,3 Milliarden Pfund. Lloyds muss die Tochter bis Ende 2015 komplett loswerden, um EU-Auflagen zu erfüllen. Die Großbank war 2008 vom britischen Staat gerettet worden und ist noch zu etwa einem Viertel im Besitz der Steuerzahler. (dpa)

Argentinien: nein zu Hedgefonds in den USA

Buenos Aires. Im Streit mit einer Gruppe von Hedgefonds um 1,5 Milliarden Dollar (1,1 Mrd. Euro) aus alten Staatsschulden bleibt Argentinien Regierung hart. Kabinettschef Jorge Capitanich kündigte an, sein Land werde nächste Woche nicht an Verhandlungen mit den Fonds in den USA teilnehmen. Zuvor hatte das „Wall Street Journal“ berichtet, der Hedgefonds Elliott sei offen für Verhandlungen und würde neue Anleihen als Teil eines Vergleichs akzeptieren. Argentinien ringt seit Jahren mit Investoren um die Rückzahlung von Schulden, die aus der Staatspleite von 2001 resultieren. Das Land hatte damals seine Gläubiger zu massiven Abschreibungen gedrängt. Fast alle Anleihehalter fanden sich bei zwei Umschuldungen 2005 und 2010 mit einem Bruchteil ihrer Forderungen ab, um nicht völlig leer auszugehen. (dpa)

Unternehmensanteile in Milliardenhöhe verkaufen

Oslo. Die norwegische Regierung will Unternehmensbeteiligungen des Staates in Milliardenhöhe verkaufen, um die Privatwirtschaft zu stärken. Unter anderem schlug das zuständige Ministerium dem Parlament am Freitag vor, die Anteile an dem Telefonanbieter Telenor – von knapp 54 – und dem Rüstungskonzern Kongsberg Gruppe – von etwas mehr als 50 – auf 34 Prozent zu reduzieren. Der norwegische Staat könnte so mehr als 46 Milliarden Kronen (rund 5,5 Mrd Euro) einnehmen. Die Regierung will unter anderem auch Anteile des Staates an der Fluggesellschaft SAS und dem Bahn-Unternehmen Bane-service verkaufen. (dpa)

Mercedes reduziert Williams-Anteil

Spielberg. Mercedes-Motorsportchef Toto Wolff hat seinen Anteil am Formel-1-Konkurrenzteam Williams reduziert. Laut einem Bericht von autosport.com verkaufte der Österreicher fünf seiner 15 Prozent am britischen Rennstall an den US-Amerikaner Brad Hollinger. Der Unternehmer, der 90 Krankenhäuser in den USA betreibt, erwarb zudem eine Option auf die restlichen zehn Prozent. Die Mehrheit an dem Rennstall besitzt weiter Teamchef Frank Williams mit 52 Prozent. (dpa)

Les robots au service du «high frequency trading»

Les nouveaux loups de Wall-Street

La microseconde, nouveau standard de réaction

PAR DANIEL PECHON

Les nouveaux loups de Wall-Street sont des robots. La folle course de vitesse dans les marchés les a intronisés comme de nouveaux traders spécialistes du trading à haute fréquence. Ces robots agissent grâce à des algorithmes et réalisent une stratégie d'investissement qui profite des écarts de cotation dans un laps de temps ultra réduit. Impossible à réaliser manuellement, le robot a le super avantage d'analyser avant n'importe qui l'état du marché.

Pouvoir spéculer à moindre risque! Pouvoir faire fortune en bourse sans stress! Les entreprises peuplées de quelques mathématiciens, physiciens, d'ingénieurs et informaticiens parviennent à engranger des fortunes en écrémant des montants infimes sur les ordres passés en bourse au détriment de boursicoteurs moins véloces ou même, peut-être, de gérants de fonds.

Leur modèle calcule les écarts de prix, jaugent les autres ordres de bourse dans le carnet d'ordre, font des calculs de corrélation, de probabilité avant de placer un ordre qui, peut-être, sera retiré en 3 microsecondes plus tard si l'information a été subitement modifiée. Plus encore, ils peuvent faire miroiter des ordres limités dans le marché qui peuvent appâter l'un ou l'autre et le retirer aussi vite.

La supervision doit s'adapter

C'est un peu comme un compteable qui vire sur son compte le montant qui apparaît après la virgule de chaque virement. Mais cette caricature montre un peu du doigt cette nouvelle activité dans une vision un peu trop subjective.

Car David Scheckel, fondateur de Treveri Market SA et invité par «The Institute For Global Financial Integrity», estime que la nouvelle réglementation qui a laissé la porte ouverte au trading à haute fréquence, a permis des évolu-



David Scheckel, fondateur de Treveri Market SA et invité par «The Institute For Global Financial Integrity».

(PHOTO: GUY JALLAY)

tions positives, entraînant aussi le fonctionnement de nouvelles organisations devenues contestables. La supervision doit évoluer et malheureusement la législation reste toujours en retard sur la technologique. La situation de l'épargnant qui investit directement en bourse était plus défavorable voici vingt ou trente ans qu'aujourd'hui, estime l'ancien broker! C'est déjà ça.

Auparavant, le commun des mortels n'avait aucun regard ou presque sur ses ordres de bourse. Après l'avoir transmis à son banquier, son ordre tombait dans l'opacité, transitait sur le parquet du bâtiment appelé encore «La Bourse». L'ordre était exécuté via les intermédiaires, qui possédaient souvent de meilleures informations et négociaient en connaissance de tous les ordres qui convergeaient en un seul lieu avec tout le temps et le loisir d'en pro-

fitier! Grâce à la technologie, cet aspect est effacé.

Enfin, le trading à hautes fréquences est un effet délétère, en Amérique, de la désorganisation des transactions boursières instituée par la SEC. Au départ, les intentions sont bonnes avec l'ouverture du marché à d'autres opérateurs. La présence d'un plus grand nombre d'opérateurs sur le marché doit permettre à la concurrence de réduire des écarts entre le prix acheteur et vendeur. Un peu comme la différence du prix d'achat et de vente pour un billet d'un dollar dans une banque unique. Si elles sont plusieurs, l'une à côté de l'autre à proposer le même service, cet écart se réduira par la concurrence. A l'époque, le marché de cotation aux Etats-Unis venait de passer du système hexadécimal (fraction) au système décimal plus précis, et permis un premier resserrement

de cet écart de prix entre acheteur et vendeur.

Au plus près des serveurs

Les professionnels du trading à haute fréquence vont faire leur apparition dans ce marché et multiplier le nombre d'opérateurs qui doivent assurer une meilleure liquidité, de meilleurs écarts de prix mais vont profiter de quelques vides juridiques en mettant à profit leur vitesse d'exécution. Ce n'est pas illégal, certainement moins éthique. C'est la conséquence d'un monde qui va de plus en plus vite, l'avantage de posséder une technologie d'avance mais onéreuse. Faudrait-il limiter la vitesse comme sur les autoroutes?

Mais pour gagner encore quelques microsecondes, tout est bon avec des fibres optiques qui relient quelques privilégiés à leurs ordinateurs collés au bâtiment voisin aux serveurs des opérateurs boursiers pour réduire la distance à parcourir par l'information. Et pour aller encore plus vite, la fibre optique est posée en ligne droite, s'il vous plaît, pour ne pas gaspiller la moindre petite microseconde! Et permettre d'être le premier à pouvoir tourner entre les différentes plateformes de trading et y dénicher le meilleur prix.

C'est un peu l'histoire de la vitesse mais dans une autre dimension... comme en 1815 déjà. Selon la légende, la famille Rothschild aurait constitué une partie de sa richesse en étant plus prompt et en dépêchant des pigeons voyageurs à Waterloo. Une fois la victoire de Wellington assurée sur Napoléon, ces pigeons ont été lâchés pour traverser la Manche et informer en primeur la famille qui a pu être la première à faire des achats en bourse en connaissance de cause. Le mauvais côté de la légende raconte aussi qu'avant d'acheter, une première rumeur avait été lancée sur le parquet, annonçant la défaite de Wellington.

De quoi faire son marché encore moins cher...

Geldwäsche und schwere Steuerhinterziehung

Belgiens Staatsanwaltschaft ermittelt gegen führenden UBS-Banker

Brüssel/Zürich. Die Staatsanwaltschaft in Belgien hat ihre Ermittlungen gegen einen führenden Mitarbeiter der Schweizer Großbank UBS wegen des Verdachts der Beihilfe zur Steuerhinterziehung ausgeweitet. Nach einer mehrstündigen Befragung des Geschäftsführers der belgischen UBS-Niederlassung sowie Büro- und Hausdurchsuchungen würden Ermittler nun „das gesamte beschlagnahmte Material“ analysieren und mit „allen Personen sprechen, die mit dem Fall zu tun haben“, erklärte die Staatsanwaltschaft am Freitag in Brüssel.

Sie ermittelt gegen den Banker wegen Mitgliedschaft in einer kriminellen Vereinigung, Geldwäsche, illegaler Ausübung des Berufs eines Finanzberaters in Belgien sowie der „schweren, orga-

nisierten Steuerhinterziehung“. Der Angeschuldigte habe sämtliche Vorwürfe zurückgewiesen, teilte die Behörde mit.

Der Untersuchungsrichter entschied nach der mehrstündigen Befragung des Bankers, keinen Haftbefehl gegen ihn zu erlassen. Die belgische Niederlassung der UBS hat nach Ansicht der Staatsanwaltschaft in den vergangenen zehn Jahren belgischen Steuerpflichtigen nicht ordnungsgemäß deklarierte Konten in der Schweiz angeboten, um Steuern in Belgien zu vermeiden.

Die UBS erklärte zu den Vorwürfen, sie betreibe ihre Geschäfte in Belgien unter vollständiger Einhaltung der dortigen Gesetze und Bestimmungen. „UBS toleriert keinerlei Aktivitäten, die dazu dienen, Kunden bei der Umge-

hung ihrer Steuerpflichten zu unterstützen“, heißt es in der Stellungnahme. Zugleich sicherte die Bank zu, sie werde „vollumfänglich mit den Behörden kooperieren“.

Der belgische UBS-Ableger, der mit drei Filialen vor allem im Bereich der Vermögensverwaltung aktiv ist, war bereits vor mehreren Wochen ins Visier der Behörden geraten. Ärger hat die UBS im Zusammenhang mit dem Vorwurf von Steuervergehen auch in anderen Ländern.

In den USA wurde Ende Mai ein früherer leitender UBS-Banker wegen Beihilfe zur Steuerhinterziehung zu fünf Jahren Gefängnis auf Bewährung verurteilt. Ermittlungen laufen auch in Deutschland, wo die Staatsanwaltschaft Bochum anhand von Daten einer

angekauften Steuer-CD Filialen der Schweizer Großbank durchsuchen ließ.

Inwieweit die Ermittlungen in Belgien sich auf Fälle aus jüngster Zeit beziehen könnten, blieb zunächst unklar. In Zürcher Bankkreisen hieß es, die Wahrscheinlichkeit sei groß, dass es zu meist um Vorwürfe aus der Zeit vor der „Weißgeldstrategie“ geht.

Ein Sprecher der UBS sagte auf Anfrage, die Bank setze diese Ende 2009 von der Regierung in Bern verfügte Strategie konsequent um. Entsprechend müssten Kunden inzwischen einen anerkannten Nachweis darüber erbringen, dass alle ihre Vermögenswerte bei der Bank steuerlich ordnungsgemäß deklariert sind. Von Kunden, die dem nicht nachkommen wollen, trenne sich die Bank. (dpa)